



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Branche Retraites

10^e Forum Retraite
10th Pension Forum

“Vers une retraite européenne”
“Towards a European pension”

Bordeaux - 20 septembre 2002

Depuis 1816 nous sommes gestionnaires de retraites.
Chercheurs et politiques travaillent avec nous pour préparer l'avenir.

plus sur le marché du travail. Il y a là des enjeux de politique économique.

La capitalisation existe déjà en France à travers l'assurance vie, qui représente aujourd'hui 40 % des cotisations retraite. Nous n'y voyons pas d'inconvénient. Mais nous pensons, en revanche, qu'il faut construire une muraille de Chine entre l'épargne, d'un côté, et la retraite, de l'autre, dont les revenus doivent absolument être garantis, en tous les cas indépendants de la conjoncture boursière.

IVAN LEVAÏ

Jean-Pierre Thomas, vous avez été député et avez effectué d'importants efforts pour populariser les fonds de pension. En êtes-vous toujours un défenseur aussi ardent, alors que les marchés boursiers se sont effondrés ?

■ JEAN-PIERRE THOMAS, Banque Lazard

Au contraire ! La démonstration est faite que nous avons besoin de constituer des ressources d'épargne de long terme. En France, l'épargne de long terme et la culture boursière ne sont pas encore assez développées.

Par ailleurs, lorsque j'étais député, j'avais également averti contre les systèmes de complément de retraite offerts aux salariés et investis directement dans le capital de l'entreprise : j'ai toujours dit qu'il fallait diversifier et jouer le long terme. Et non pas mettre tous ses œufs dans le même panier et jouer à court terme.

Enfin, il est évident qu'il vaut mieux investir à un moment où les marchés sont au plus bas : il sera plus facile de profiter de la remontée des cours, qui est inéluctable !

IVAN LEVAÏ

Mais que pouvez-vous dire au salarié de France Télécom qui a investi dans son entreprise et qui ne retrouve même plus, cinq ans plus tard, le capital qu'il a investi ?

JEAN-PIERRE THOMAS

Il a, bien évidemment, fait une mauvaise affaire. Cela dit, la logique de l'actionnariat salarié n'est pas remise en cause pour autant - non pas pour ce qui concerne la retraite, mais pour ce qui concerne l'épargne. Il faut trouver un mode de réallocation de l'épargne, pour bien séparer ce qui relève de l'épargne, où le risque est admissible, et ce qui relève de la retraite, où les supports d'investissements doivent être diversifiés (investissement monétaire, investissement obligataire et investissement en actions), pour profiter tout de même de la dynamique de long terme des marchés. Un tel système d'épargne retraite diversifié et de long terme, avec des produits plus ou moins sécurisés, permettrait d'éviter la déconvenue que vient d'essuyer le salarié de France Télécom qui comptait sur l'actionnariat salarié pour compléter sa retraite...

J'en viens à ce que je voulais vous dire, avec le recul d'un ancien parlementaire devenu banquier.

Jeune élu, parcourant ma circonscription, j'avais pu appréhender l'attente que suscitait le problème de la retraite. Nous étions en 1990, juste après la publication du rapport Rocard. Celui-ci avait déjà clairement posé les problèmes que nous venons d'évoquer.



IVAN LEVAÏ

Vous oubliez de rappeler que le rapport Rocard avait pronostiqué que les gouvernements successifs allaient sans doute se casser les dents sur la réforme des systèmes de retraite...

JEAN-PIERRE THOMAS

Il me semble que cela s'est déjà vérifié. Quoi qu'il en soit, le diagnostic a été posé et bien posé : nous disposons désormais d'une masse invraisemblable de rapports en tout genre. Le temps n'est pas à la rédaction, mais à l'action. Puisque nous savons que nous allons dans le mur, je ne vois pas l'utilité de continuer à klaxonner !

Le problème est de garantir la retraite des retraités d'aujourd'hui, mais aussi celle des jeunes qui entrent aujourd'hui sur le marché du travail. Le rapport Rocard, encore lui, prévoyait que pour garantir à ces derniers une pension équivalente à celle des retraités d'aujourd'hui, il faudrait doubler les cotisations salariales et patronales ! Nous savons tout de l'évolution du rapport actifs/retraités. On l'a encore vu ce matin avec d'excellents exposés, très bien documentés. Mais c'est la logique sociale qui doit nous guider. Un agriculteur de ma circonscription m'avait laissé entendre qu'il trouvait que j'étais fort bien payé pour trouver des solutions qu'il aurait fort bien pu trouver tout seul : augmenter les cotisations et repousser l'âge de départ à la retraite... Il n'avait pas tout à fait tort, et c'est pourquoi je m'étais promis, une fois revenu sur les bancs de l'Assemblée, d'être un peu plus innovant.

Jean-Christophe Le Duigou a raison de souligner que si nous n'arrivons pas à gérer le problème des retraites dans notre pays, c'est le coût du travail qui va exploser - et donc l'emploi qui va reculer. Mettre en place un système d'épargne longue, orienté sur le financement des entreprises, permettrait de faire contrepoids aux fonds de pension anglo-saxons. Nous voulons défendre une autre culture : donnons-nous en les moyens ! Quel serait notre poids si les fonds de pension détenaient la majorité du capital de toutes nos entreprises ? Qui entendrait la voix de l'Europe, qui serait encore sensible à nos conceptions sociales ? Plus personne !

IVAN LEVAÏ

Ne pourrait-on envisager que le Medef fasse une partie du chemin et que les syndicats de salariés en fassent une autre, pour permettre la convergence ?

JEAN-PIERRE THOMAS

Je pense que la convergence est possible. Les déclarations de Jean-Christophe Le Duigou m'ont encore renforcé dans cette conviction. Il faut chercher à converger vers une épargne individuelle dans un cadre collectif. Il y aura des contributions patronales pour ceux qui ne paient pas l'impôt et des incitations fiscales pour ceux qui le paient. Et il faut bien évidemment préserver les systèmes par répartition. Le consensus passe par la proposition d'un système mixte, que

tous les Français appellent de leurs vœux, faisant appel aux régimes de base par répartition et à un complément par répartition sous forme d'une épargne individuelle dans un cadre collectif. Je suis optimiste : pour moi, la situation économique, l'obligation dans laquelle nous nous trouvons de renforcer la compétitivité de nos entreprises et les engagements pris par le nouveau gouvernement feront que nous aurons, en 2003, un système de retraite rénové.

IVAN LEVAÏ

Nous allons maintenant écouter le témoignage d'Andras Simonovits, qui va nous présenter l'exemple du régime de pensions hongrois.

■ ANDRAS SIMONOVITS,

Académie des sciences, Budapest

Je me propose de comparer le système de retraite hongrois avant et après la réforme de 1998. Avant la réforme, il s'agissait d'un régime par répartition, qui couvrait toute la population. Lors de la transition de l'économie communiste vers l'économie de marché, l'emploi a dramatiquement chuté dans notre pays. Le nombre de chômeurs et le nombre de personnes partant en retraite anticipée se sont accrus considérablement, sans toutefois atteindre les situations dramatiques que l'Allemagne de l'Est a connues. Le niveau des retraites progressait beaucoup moins vite que l'inflation, provoquant une brusque réduction du pouvoir d'achat. La situation était devenue si difficile qu'il a fallu engager une réforme d'ensemble.

Nous avons le choix entre deux solutions : soit un régime par point à l'allemande, complété par un régime forfaitaire à la britannique ; soit un sys-

